



Conseil économique et social

Distr. générale
17 avril 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

Résumé de l'Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-après un résumé de l'*Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*.



Résumé de l'Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique

Résumé

L'année 2015 constitue un tournant pour la formulation des politiques au niveau mondial. Elle marque l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et un ensemble d'objectifs de développement durable devrait être adopté en septembre et former un cadre pour les politiques de développement au-delà de 2015. Dans ce contexte, il est donc opportun de déterminer dans quelle mesure la région Asie-Pacifique a réussi à s'assurer une croissance économique plus inclusive et durable. C'est pourquoi l'*Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* comprend un examen de la croissance économique enregistrée dans la région, dans lequel sont recensés les problèmes auxquels elle est confrontée et est analysée la situation pour déterminer si cette croissance a bénéficié à l'ensemble de la population.

En 2015, la croissance économique devrait progresser légèrement dans les pays en développement de la région. Cette évolution est liée davantage à des facteurs nationaux et intrarégionaux qu'à des facteurs extérieurs. Malgré cette légère embellie de la perspective économique de la région, la croissance économique n'est pas aussi forte qu'elle pourrait l'être ou qu'elle l'a été. Le potentiel de croissance des pays en développement de la région est freiné par les faiblesses structurelles, comme le manque d'infrastructures et la dépendance excessive de certains pays à l'égard des produits de base. La fragile reprise économique mondiale ne fait qu'ajouter aux difficultés qui contrarient les perspectives de croissance. Plus important encore, il est à craindre que tous n'ont pas bénéficié également des retombées de la croissance économique; c'est-à-dire que celle-ci n'a pas été suffisamment inclusive. L'inégalité des revenus et des chances s'est creusée entre les différentes régions et couches de la société, notamment entre zones rurales et zones urbaines et entre femmes et hommes.

Compte tenu de ces problèmes, un certain nombre de considérations de politique générale se font jour. Il s'agit tout d'abord de la nécessité de mettre en place une politique et un environnement institutionnel qui favorisent l'apport de financements novateurs et équitables pour la réalisation d'un programme de développement durable ambitieux. Vient ensuite la nécessité de prendre des mesures macroprudentielles mûrement réfléchies pour gérer la volatilité des capitaux et ainsi favoriser la stabilité économique et offrir une plateforme résiliente propice à une croissance inclusive. Le troisième aspect étudié porte sur la nécessité absolue pour les pays tributaires des produits de base de diversifier leur économie en s'ouvrant à d'autres secteurs. Enfin, sont également examinées certaines mesures innovantes que pourraient prendre les pays de la région pour mieux faire face aux changements climatiques, une question qui est particulièrement d'actualité du fait de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue à Paris.

Le chapitre thématique de l'*Étude 2015* examine le degré d'inclusivité de la croissance dans la région Asie-Pacifique, en partant du principe que l'inclusivité est un concept pluridimensionnel qui englobe les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. L'analyse montre que la croissance a été plus inclusive au niveau national. Il existe toutefois d'importantes différences d'inclusivité dans les pays, entre les sexes et entre zones rurales et urbaines. Il est

particulièrement préoccupant de constater que les inégalités de revenus sont importantes et vont en grandissant dans de nombreux pays, où la population la plus nantie peut avoir accès à une éducation et des services de santé de meilleure qualité, ce qui multiplie ses perspectives d'emploi. Si ces inégalités ne sont pas résorbées, les inégalités intergénérationnelles risquent de se perpétuer.

Pour que la croissance économique soit plus inclusive, le rôle de l'État en matière de développement doit être renforcé. Si les gouvernements doivent mettre en place un environnement qui confère au secteur privé le rôle de principal moteur de croissance, il faut redoubler d'efforts pour assurer l'égalité des chances. Il est nécessaire que les dépenses des pays soient plus axées sur le développement, en particulier pour assurer un accès plus équitable à l'éducation et aux services de santé et pour offrir de meilleurs filets de protection sociale. Il faut par ailleurs élargir l'accès aux services financiers, notamment dans les secteurs ruraux, et veiller davantage à faciliter la création d'emplois, en particulier en développant les petites et moyennes entreprises et en stimulant l'industrialisation en milieu rural.

I. Introduction

1. L'année 2015 constitue un tournant pour la formulation des politiques au niveau mondial. Elle marque l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et un ensemble d'objectifs de développement durable devrait être adopté en septembre et former un cadre pour les politiques de développement au-delà de 2015. Dans ce contexte, il est donc opportun de déterminer dans quelle mesure la région Asie-Pacifique a réussi à s'assurer une croissance économique plus inclusive et durable et c'est pourquoi l'*Étude 2015 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* comprend un examen de la croissance économique enregistrée dans la région, dans lequel sont recensés les problèmes auxquels elle est confrontée et est analysée la situation pour déterminer si cette croissance a bénéficié à l'ensemble de la population.

2. Le revenu réel par habitant a doublé en moyenne dans les pays en développement de la région depuis le début des années 90. Dans des pays comme le Bhoutan, le Cambodge et le Viet Nam, il a triplé, alors qu'en Chine, il a plus que septuplé depuis 1990. Ces résultats impressionnants ont permis à des millions de personnes de sortir de l'extrême de pauvreté et à la région d'atteindre – avant la date butoir de 2015 – le premier des objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié la proportion de la population ayant un revenu inférieur à 1,25 dollar par jour.

3. Cependant, si la région a réussi à atteindre une croissance économique élevée et à réduire considérablement la pauvreté, la croissance économique n'est pas aussi forte qu'elle pourrait l'être ou l'a été et elle ne devrait augmenter que légèrement en 2015 et 2016. En raison de cette tendance et du fléchissement des cours mondiaux du pétrole, l'inflation devrait encore baisser et rester faible. Plus important encore, il est inquiétant de constater que tous n'ont pas bénéficié équitablement des retombées de la croissance économique; c'est-à-dire que celle-ci n'a pas été suffisamment inclusive. L'inégalité des revenus et des chances s'est creusée entre les différentes régions et couches de la société, notamment entre zones rurales et zones urbaines et entre femmes et hommes.

4. Par conséquent, l'*Étude 2015* traite de la question fondamentale suivante : si les politiques doivent être axées sur la croissance économique, cela ne suffit pas pour parvenir au « développement ». Les décideurs de la région doivent intégrer les aspects de la croissance inclusive et du développement durable dans leurs cadres de politique nationale afin de surmonter les nouvelles difficultés. Il s'agit d'une année pendant laquelle les pays devraient se préparer à adapter et à adopter les objectifs de développement durable proposés.

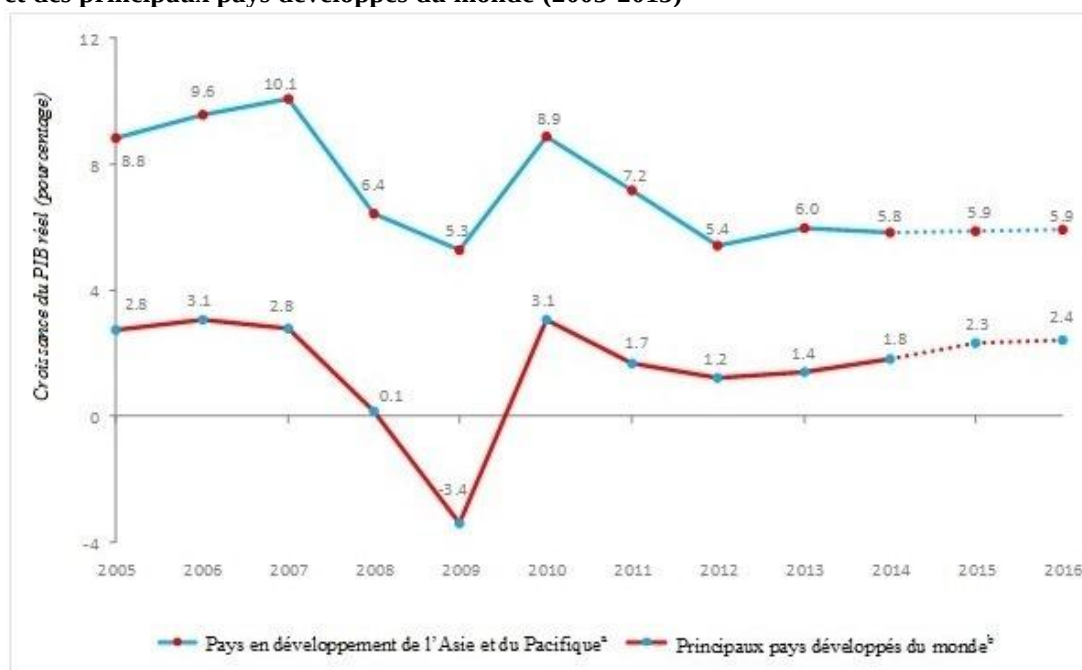
5. Dans la deuxième section du présent résumé de l'*Étude*, on trouvera un examen des perspectives et des résultats macroéconomiques de la région Asie-Pacifique. Y sont également analysés certains des problèmes économiques qu'elle rencontre et certaines grandes options de politique générale. Pour rendre compte de la diversité de la région, la troisième section présente une analyse plus désagrégée des questions et problèmes économiques rencontrés par chacune de ses cinq sous-régions, offrant ainsi l'occasion de tirer des enseignements d'un éventail d'expériences et de considérations politiques. Enfin, la quatrième section analyse de manière plus détaillée l'inclusivité de la croissance dans la région au cours des dernières décennies.

II. Perspectives de croissance économique et enjeux politiques

6. La croissance économique devrait progresser légèrement dans les pays en développement de la région, passant de 5,8 % en 2014 à 5,9 % en 2015. Cette progression est davantage liée à des facteurs nationaux et intrarégionaux qu'à des facteurs extérieurs. En particulier, la consommation et l'investissement privés devraient contribuer beaucoup plus à stimuler la croissance économique que les exportations, pour lesquelles les perspectives restent moins optimistes. Selon l'évaluation de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le potentiel de croissance des pays en développement de la région est freiné par les faiblesses structurelles, comme le manque d'infrastructures et la dépendance excessive de certains pays à l'égard des produits de base. La fragile reprise économique mondiale ne fait qu'ajouter aux difficultés qui freinent les perspectives de croissance.

7. Cette perspective se fonde sur les tendances positives escomptées dans les principaux pays en développement, y compris le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République de Corée et la Thaïlande, dont certains ont entrepris des programmes de réforme sous la direction de nouvelles administrations, qui devraient engendrer des résultats positifs en 2015. Malgré une progression modérée de la croissance économique dans les pays en développement, à l'exclusion de ceux de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, la région restera en tête de la reprise économique mondiale, avec une croissance qui devrait être de près de deux fois et demie supérieure à celle des principaux pays développés du monde en 2015 (voir fig. I). Il est un fait aussi que l'écart de croissance entre la région et le monde développé se rétrécit par rapport à la période antérieure à la crise, lorsque la croissance de la région était plus de trois fois plus rapide. Ce resserrement de l'écart est dû au ralentissement enregistré dans la région et au fait que les pays développés ont retrouvé une croissance proche des niveaux d'avant la crise.

Figure I
**Croissance des pays en développement de la région Asie-Pacifique
 et des principaux pays développés du monde (2005-2015)**



Sources : CESAP, sur la base de sources nationales et de données de la CEIC, consultables à l'adresse www.ceicdata.com (consultée le 30 mars 2015); les prévisions pour les principaux pays développés ont été établies d'après la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI).

^a Les pays en développement de l'Asie et du Pacifique sont au nombre de 37, exclusion faite de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale. Les chiffres prennent en considération les estimations révisées de la croissance intérieure brute (PIB) de l'Inde à compter de 2012. De ce fait, l'année de référence est 2011-2012 et non 2004-2005 et les méthodes utilisées ont été améliorées. La comparaison des taux de croissance des séries antérieures et des séries révisées doit donc se faire avec prudence.

^b Les principaux pays développés sont au nombre de 36, dont le Japon, les États-Unis d'Amérique et les 19 pays de la zone euro.

8. En matière d'inflation, les perspectives sont meilleures qu'en matière de croissance économique. L'inflation dans la région devrait baisser sensiblement, passant de 3,9 % en 2014 à 3,4 % en 2015. Cette tendance est due principalement au fléchissement des cours internationaux du pétrole et à la baisse de la demande dans les pays exportateurs. Outre un effet positif sur l'inflation, la baisse spectaculaire des cours internationaux du pétrole a permis de réformer en profondeur le subventionnement des carburants, permettant ainsi de dégager des ressources budgétaires supplémentaires pouvant être consacrées à l'investissement infrastructurel et aux mesures favorisant la croissance inclusive. Il est toutefois conseillé aux gouvernements de rester concentrés sur la réforme de leurs politiques fiscales afin de consolider les finances publiques, assurer la stabilité macroéconomique et produire suffisamment de ressources à mettre au service du développement.

9. La baisse de l'inflation a favorisé une série de réductions des taux d'intérêt dans de nombreux pays de la région, ce qui peut favoriser globalement la croissance économique. Cependant, il faut prévoir une éventuelle volatilité importante des flux de capitaux et des taux de change en raison de l'évolution liée aux politiques monétaires constatée dans les grands pays comme le Japon, les pays de la zone euro et les États-Unis d'Amérique. Une telle volatilité peut entraîner une importante instabilité macroéconomique et financière dans la région, mettant en danger non seulement les perspectives de croissance économique mais également le programme de développement durable en détournant l'attention des décideurs vers les seuls problèmes de stabilité. Par conséquent, la position en matière de la politique monétaire doit être jaugée avec une plus grande prudence à l'avenir, en particulier dans les pays dont les fondamentaux sont faibles.

10. Le commerce de marchandises de la région Asie-Pacifique connaît toujours d'importants problèmes, la croissance des exportations et des importations sur 12 mois de l'ensemble des pays en développement étant restée faible durant toute l'année 2014. Les risques pour les perspectives commerciales de l'Asie et du Pacifique en 2015 résultent principalement du ralentissement de l'activité économique en Chine et dans les pays de la zone euro. Étant donné que ces pays sont les principaux destinataires des exportations de la plupart des pays de l'Asie et du Pacifique, dont la part s'établit respectivement à 16 % et 14 % de l'ensemble des exportations, l'atonie de la demande (d'importation) dans ces pays reste un risque majeur pour les perspectives d'exportation.

11. Les résultats commerciaux enregistrés en 2013-2014 ont été médiocres malgré les progrès apparents enregistrés au cours des négociations commerciales multilatérales tenues lors de la Conférence ministérielle de Bali organisée en décembre 2013 par l'Organisation mondiale du commerce. La poursuite des négociations sur deux accords commerciaux interrégionaux concernant les pays de l'Asie et du Pacifique, à savoir les projets de partenariat trans-Pacifique et de partenariat économique global régional, n'a guère contribué non plus à revigorer le commerce et les flux d'investissement. La multiplication des accords commerciaux préférentiels intéressant les pays de la région Asie-Pacifique, qui a débuté véritablement au début des années 90, se poursuit après une pause temporaire en 2012. Il y a plusieurs raisons à cela, parmi lesquelles l'incertitude concernant la conclusion du Cycle de négociations de Doha, la faible demande d'importation qui se poursuit sur les marchés des pays développés et la reconnaissance croissante des avantages du commerce et de la coopération économique Sud-Sud.

12. Depuis quelques années, la région de l'Asie et du Pacifique reste une destination favorable pour les investissements étrangers directs (IED), sa part dans les flux mondiaux d'IED étant en augmentation depuis 2005. La région Asie-Pacifique a ainsi fait preuve de résilience face aux problèmes qui touchent le climat économique mondial, caractérisé par des flux d'IED relativement faibles et instables depuis 2007. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, les entrées d'IED ont varié considérablement entre les différents pays et sous-régions du fait : a) de la différence des politiques adoptées par les pays en la matière; b) de l'incidence des blocs économiques régionaux; c) des incertitudes macroéconomiques et des problèmes structurels; et d) des tensions géopolitiques.

13. S'agissant des réformes structurelles, certains gouvernements prennent des mesures visant à renforcer leurs finances publiques, en particulier dans le domaine

des réformes fiscales. Certains pays s'intéressent également aux procédures d'acquisition de terrains, qui constituent dans de nombreux cas l'un des principaux obstacles aux investissements du secteur privé. Certains gouvernements ont également entrepris de réduire le rôle des entreprises publiques et d'accroître la participation des compagnies étrangères. Ce faisant, ils tentent de réduire la charge budgétaire de ces entreprises et d'en renforcer l'efficacité, accroissant ainsi leur contribution à la croissance et à l'emploi.

14. Afin d'accroître le potentiel d'offre des pays en développement de la région, où la demande reste importante en raison de l'augmentation de la population et des revenus, il faudra développer les infrastructures et en améliorer la qualité. De plus, du fait du rôle important de la région dans le commerce mondial et les réseaux mondiaux de production, l'amélioration des infrastructures permettra également aux pays de mieux satisfaire à la demande mondiale. Le renforcement des infrastructures favorisera en outre une croissance économique plus inclusive en permettant au plus grand nombre de bénéficier des fruits du développement, en particulier en zone rurale et parmi les couches les plus démunies de la population urbaine.

15. Quoi qu'il en soit, l'urbanisation croissante dans l'ensemble de la région stimule la demande d'infrastructures. Elle devrait augmenter parallèlement à l'enrichissement de la région, les pays à revenus plus élevés présentant habituellement un niveau d'urbanisation plus important. Il s'ensuivra notamment un accroissement de la demande d'équipements collectifs et de logements. Le besoin de transports publics augmentera également afin de réduire les embouteillages causés par les véhicules privés. Pour résoudre les divers problèmes connexes que pose l'urbanisation, il est logique de pourvoir au manque d'infrastructures de manière intégrée de façon à favoriser une croissance urbaine à la fois durable et inclusive, tout en veillant à la réalisation du potentiel économique des villes.

16. Alors que les sources traditionnelles de financement, comme les recettes fiscales et l'assistance au développement, peuvent être importantes, elles ne suffisent pas à assurer le développement infrastructurel dont la région a besoin. Il sera nécessaire aussi de développer effectivement les marchés régionaux de capitaux et d'encourager les partenariats public-privé afin de combler cet important déficit de financement. Un cadre juridique et réglementaire favorable et le renforcement des capacités à évaluer les projets d'infrastructure peuvent contribuer largement à atteindre cet objectif. La création de nouvelles banques de développement, comme par exemple la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure, constitue également un signe encourageant pour le développement des infrastructures dans la région.

17. Quant aux problèmes externes, l'anticipation d'une normalisation de la politique monétaire américaine a déjà donné lieu à une hausse nette du dollar par rapport aux autres devises. Les taux de change dans la région ont également pâti de la force du dollar, mais on constate des différences considérables entre les pays. Un certain nombre de facteurs expliquent la relativement faible dépréciation de certaines devises de la région, dont l'intervention des gouvernements sur le marché des changes par crainte d'une inflation importée causée par la dépréciation et d'un remboursement de la dette extérieure plus coûteux, vu l'intérêt manifesté par les investisseurs institutionnels pour les actifs financiers, les perspectives de croissance étant comparativement meilleures à l'échelle mondiale.

18. Outre les taux de change, les sorties de capitaux peuvent menacer la stabilité macroéconomique et le patrimoine des ménages du fait de leurs incidences sur les marchés d'actifs nationaux. Les actions, les obligations et les marchés immobiliers comptent parmi les principaux actifs des économies relativement ouvertes qui ont connu d'importantes entrées de capitaux étrangers. Les sorties de capitaux peuvent déstabiliser le secteur bancaire, les banques nationales pouvant subir des pertes sur investissement, et avoir des effets négatifs sur le patrimoine des ménages et donc sur la consommation puisque les ménages vont voir leurs investissements se dévaloriser. Certains pays ont tenté de maîtriser l'ampleur des sorties de capitaux en imposant des réglementations macroprudentielles ou en resserrant celles qui existaient.

19. Les politiques macroprudentielles offrent un moyen complémentaire important pour gérer les flux de capitaux en visant directement la source de leur instabilité, à savoir les marchés d'actifs nationaux sur lesquels les capitaux sont investis. Elles sont destinées à réduire les risques systémiques, à protéger la stabilité de l'ensemble du système financier contre les chocs intérieurs et extérieurs, et à lui assurer un fonctionnement efficace¹. Plutôt que d'agir sur le coût du crédit pour l'ensemble de l'économie, les politiques macroprudentielles visent à maîtriser le crédit dans des domaines que les banques centrales considèrent comme bénéficiant de financements excessifs.

20. Les politiques macroprudentielles peuvent se répartir de la manière suivante : a) le plafonnement de la quotité du prêt, comme appliqué dans le secteur du logement; b) la limitation de l'expansion du crédit et d'autres restrictions de bilan, comme la limitation du service de la dette dans le cas des cartes de crédit et des prêts personnels; c) le plafonnement explicite de l'expansion du crédit bancaire; d) les obligations et les surcharges applicables aux capitaux et aux réserves, comme les exigences en fonds propres anticycliques et des coefficients plus élevés pour les réserves obligatoires². En règle générale, les politiques macroprudentielles diffèrent des mesures applicables aux mouvements de capitaux, qui sont destinées à limiter les flux de capitaux provenant de non-résidents. Toutefois, elles peuvent prévoir également des mesures applicables aux mouvements de capitaux, comme dans le cas des politiques visant à décourager les emprunts en devises étrangères. Les mesures macroprudentielles sont normalement appliquées par les banques centrales et viennent compléter les mesures budgétaires adoptées par les gouvernements, comme la majoration des taxes et droits de timbre pour les investisseurs dans certains secteurs.

21. Les fluctuations des prix des produits de base ne sont nullement un phénomène nouveau, mais la récente chute brutale des cours du Brent a pris de nombreux responsables régionaux de l'économie par surprise. Les prix du charbon ont également baissé ces derniers trimestres, touchant des grands exportateurs comme l'Australie et l'Indonésie. Il est probable que les prix du gaz naturel fléchissent aussi car ils suivent généralement l'évolution des cours du pétrole avec un certain

¹ Banque des règlements internationaux, « Groupe des Gouverneurs de banques centrales et des responsables des autorités de contrôle bancaire », communiqué de presse, 11 janvier 2010.

² Stijn Claessens, « An overview of macroprudential policy tools », document de travail du FMI WP/14/214 (FMI, 2014). Consultable à l'adresse ci-après : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14214.pdf>.

décalage. Les prix des métaux industriels, comme le cuivre, le minerai de fer et le nickel, ont également connu de brusques chutes, tout comme ceux des produits alimentaires et des matières premières agricoles, tels que l'huile de palme et le caoutchouc. Si divers facteurs de l'offre et de la demande entrent en jeu, la baisse récente des prix des produits de base peut signaler la fin d'un « supercycle des produits de base » après plus de 10 ans d'essor interrompu seulement brièvement par la crise financière mondiale.

22. Les pays tributaires des produits de base, qui présentent des revenus et des populations différents, devraient subir des effets négatifs sur de multiples fronts, dont la production et l'emploi, la balance extérieure et le solde budgétaire, et la stabilité des prix et du système financier, principalement du fait des cours de change. À long terme, la dépendance à l'égard des produits de base peut avoir des incidences sur les changements structurels dans les pays. La diversification économique sera en général moindre dans les pays riches en ressources, même si la production et les revenus tendent globalement à augmenter.

23. Il convient de préciser que le manque de diversification chez les exportateurs de produits de base est parfois lié à une gouvernance défailante et à un secteur des affaires défavorable du fait d'une recherche de rente excessive. Le capital humain tend également à en souffrir, car certaines industries du secteur primaire, comme l'exploitation minière, ne peuvent absorber autant de main-d'œuvre que le secteur manufacturier. Ces insuffisances pourraient entraver le développement économique, en particulier dans le secteur privé. Cette situation est également préoccupante parce que les économies axées sur les ressources dépendraient d'un vaste secteur public qui répartirait équitablement la richesse parmi la population. Or, si le gouvernement est corrompu ou ne dispose pas de moyens suffisants, il sera impossible de réaliser des gains en termes de bien-être qui bénéficient efficacement au plus grand nombre.

24. Pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays tributaires des produits de base, plusieurs options de politique générale peuvent être envisagées. Ainsi, au lieu d'adopter des règles relatives au déficit budgétaire global qui soient indépendantes du cycle commercial, il est possible de viser un équilibre structurel ou « un solde corrigé des variations conjoncturelles » qui prenne en compte les fortes variations de revenus possibles dues aux fluctuations des prix des produits de base.

25. De même, un objectif d'inflation fondé sur l'indice des prix à la consommation ne conviendra peut-être pas aux pays exposés à des chocs commerciaux. On a proposé des indices davantage orientés vers la production que la consommation de manière à ce qu'ils s'adaptent automatiquement aux fluctuations des prix à l'exportation tout en fournissant un point d'ancrage pour l'inflation attendue. On pourrait par exemple modifier l'indice des prix à la production afin d'évaluer les secteurs non pas en fonction des ventes brutes mais plutôt de la valeur ajoutée, comme c'est le cas dans la comptabilité nationale.

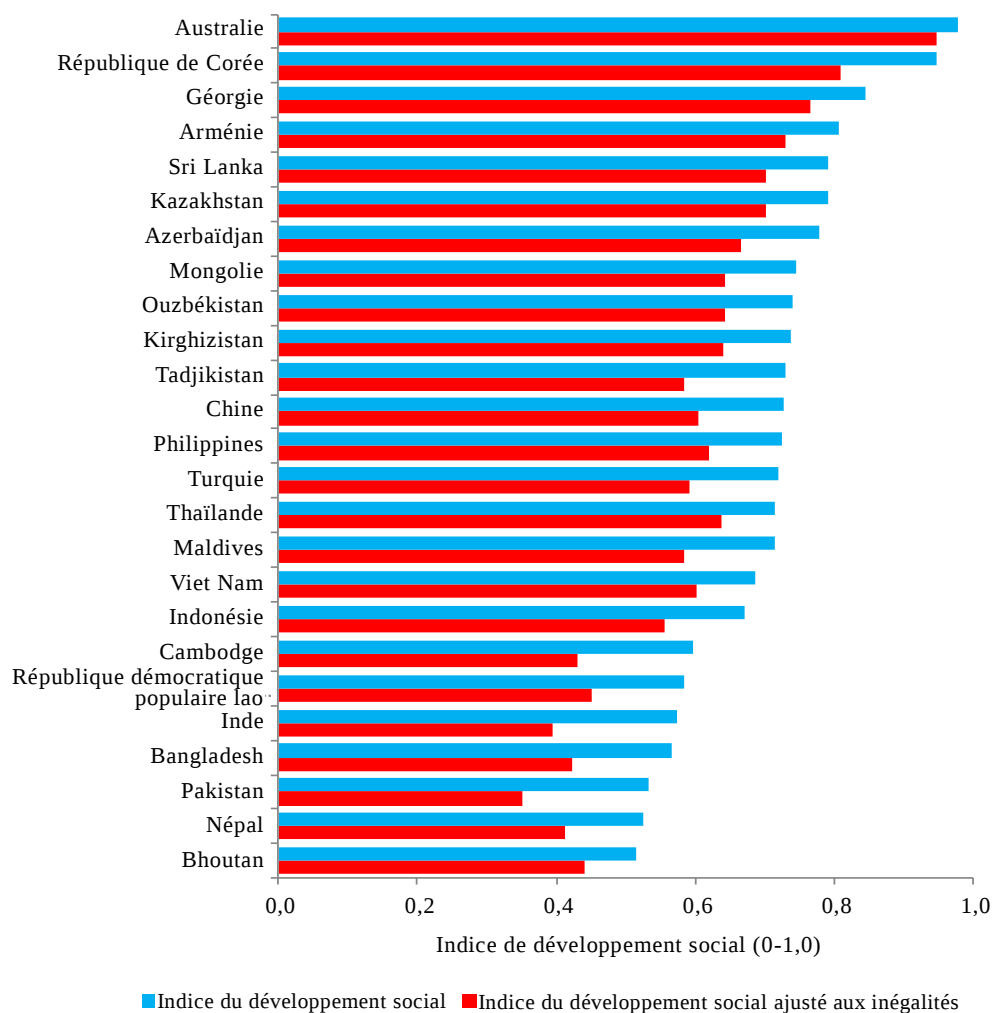
26. Il est également possible de mettre en place des politiques industrielles et des politiques portant sur les investissements étrangers directs qui permettent de diversifier l'économie, jusque-là reposant sur les produits de base. Dans le cadre de la politique industrielle, le gouvernement, le secteur privé et la société civile pourraient collaborer aux fins d'élaborer des politiques d'appui, des mesures incitatives et un dispositif institutionnel permettant d'attirer les investissements dans les secteurs stratégiques. Il pourrait par exemple s'agir de promouvoir de nouveaux produits et services à plus forte valeur ajoutée qui permettent une plus grande

diversification de l'économie. La diversification stratégique peut également être favorisée en attirant les investissements étrangers tout en assurant des liens utiles avec l'économie locale et les entreprises locales et des retombées pour celles-ci.

27. Les pays devront aussi faire face à de sérieux problèmes qui entravent la réalisation des aspects inclusifs de la croissance, une question qui est traitée en détail à la section III. L'inégalité des revenus (indice de Gini) est depuis peu un sujet de préoccupation important pour les décideurs du monde entier, notamment du fait du coût de la réalisation de la croissance et du développement inclusifs. L'analyse de la CESAP montre que les niveaux élevés d'inégalité compromettent les progrès économiques et sociaux de la région. Afin d'en estimer les incidences négatives, l'analyse a affecté les niveaux de revenu par habitant de 32 pays de la région pour lesquels il existe des données d'un coefficient proportionnel à l'inégalité des revenus. Les conclusions montrent que le PIB par habitant baisse considérablement pour de nombreux pays ayant un indice de Gini relativement élevé (voir fig. II). Il s'avère également que, pour certains pays, l'indice de développement social ajusté aux inégalités subit une baisse allant jusqu'à 25 %.

28. L'inégalité des chances est également évidente pour de nombreux volets du développement social pour lesquels de multiples formes de privation se recoupent et se renforcent mutuellement. Le patriarcat demeure un obstacle fondamental à la croissance inclusive. La croissance inclusive ne pourra devenir réalité tant que la discrimination, l'oppression et la soumission des femmes et des filles perdureront, tant dans la sphère publique que privée, et il faut mettre fin à l'exclusion des femmes du domaine économique et de la gouvernance politique. Il ne peut y avoir de croissance inclusive sans un nombre suffisant d'emplois décents. La région s'efforce de créer suffisamment d'emplois dans le secteur structuré et d'améliorer globalement la qualité de l'emploi. Pour parvenir à la croissance inclusive, il est essentiel d'améliorer les perspectives d'emploi des jeunes et de mettre fin aux nombreux emplois précaires.

Figure II
PIB par habitant ajusté aux inégalités (2012-2013)



Sources : Données du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain 2013*; de la CESAP, *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2014*; et de la Division de statistique de l'ONU.

29. La dimension environnementale du développement durable est particulièrement importante pour la croissance inclusive, et notamment les changements climatiques et l'énergie durable. Les changements climatiques représentent une menace pour le développement durable, car ils sont susceptibles d'anéantir les acquis du développement de plusieurs décennies. Pour que l'atténuation des effets des changements climatiques se transforme en opportunités, les instruments politiques correspondants mis en place devraient viser à produire des avantages conjoints ou doubles tout en veillant à l'inclusivité.

30. La sécurité énergétique constitue également un problème urgent pour le développement durable de la région pour les raisons suivantes : premièrement, la demande d'énergie a progressé considérablement; deuxièmement, de nombreux pays

en développement devraient continuer de dépendre de combustibles fossiles importés et donc d'être exposés aux conséquences de l'instabilité des prix; troisièmement, l'intensité énergétique excessive de la croissance a occasionné de nombreux problèmes, tels que la pollution atmosphérique, les menaces pour la santé publique et les effets négatifs sur la compétitivité économique. La sécurité énergétique peut contribuer à améliorer l'accès à l'énergie, à développer l'énergie renouvelable et à renforcer l'efficacité énergétique – les trois objectifs de l'initiative Énergie durable pour tous de l'ONU. La CESAP a créé, avec le PNUD et la Banque asiatique de développement, un centre régional pour la mise en œuvre de cette initiative.

III. Perspectives des sous-régions

31. La région Asie-Pacifique compte non seulement certains des pays les plus riches et qui connaissent la croissance économique la plus rapide, mais aussi de nombreux pays pauvres, qui rencontrent de graves problèmes de développement. Aussi, en adoptant une perspective sous-régionale, il est possible de tirer des enseignements d'un éventail d'expériences et de considérations relatives aux politiques.

32. Malgré la reprise économique aux États-Unis d'Amérique, la croissance économique en Asie de l'Est et du Nord-Est, sous-région orientée vers l'exportation, s'est tassée en 2014 en raison du recul de la demande intérieure. En Chine, l'évolution vers une croissance plus durable et davantage fondée sur la consommation s'est traduite par un ralentissement de la progression de l'investissement fixe. De même, au Japon, la croissance de la production a marqué le pas, avec des contractions trimestrielles plus importantes qu'attendues à la suite de l'augmentation de la taxe à la consommation en avril 2014. Des mesures de relance budgétaire ont été prises en Chine, au Japon et en République de Corée, pour faire face à cette croissance timide. Pour ce qui est des perspectives, la croissance économique devrait progresser modestement en 2015 et 2016 du fait d'une légère reprise au Japon et d'un rythme de croissance plus soutenu en République de Corée. En revanche, la croissance économique en Chine devrait continuer de fléchir légèrement.

33. Faire face au ralentissement de la demande en Chine constitue un enjeu politique immédiat pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est. À cet égard, des mesures sont prises pour renforcer les relations commerciales, grâce notamment à la création de la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure, une initiative dirigée par la Chine. Les gouvernements des pays de la sous-région ont mis en place des politiques visant à stimuler la demande nationale comme autre source de croissance, mais leur réussite se heurtera aux taux actuellement élevés de la dette et au vieillissement rapide de la population. Il est essentiel d'élaborer des politiques visant à faire face à la nature multidimensionnelle du vieillissement de la population, prévoyant par exemple l'emploi partagé et des produits financiers novateurs pour surmonter les difficultés qui se posent à moyen terme.

34. Dans la sous-région de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, la croissance économique, déjà faible en Fédération de Russie ces dernières années, s'est dégradée à cause de la baisse des cours mondiaux du pétrole et des tensions géopolitiques. De ce fait, l'économie a à peine progressé en 2014 et une forte contraction est attendue en 2015 et 2016. La Fédération de Russie représentant 80 % de la production économique de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, les

perspectives de croissance de la sous-région sont également sombres et les résultats médiocres. De plus, les modestes recettes en devises résultant de la baisse des prix des produits de base ont provoqué l'affaiblissement de plusieurs monnaies. À la différence des autres sous-régions de l'Asie et du Pacifique, les pressions inflationnistes augmentent en Asie du Nord et en Asie centrale et la sous-région se trouve dans une situation combinant faible croissance et forte inflation.

35. Les sources de croissance économique en Asie du Nord et en Asie centrale sont très concentrées. En Azerbaïdjan, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, le revenu tiré des ressources naturelles, défini comme la différence entre le prix d'un produit de base et son coût de production moyen, représente entre 37 % et 47 % de PIB. En Arménie, au Kirghizistan et au Tadjikistan, les transferts de fonds par les travailleurs immigrés représentent entre 13 % et 41 % du PIB. Les réformes politiques destinées à diversifier les sources de croissance économique pourraient consister à créer un secteur entrepreneurial privé dynamique et à renforcer les liens entre les secteurs dépendants et non dépendants des matières premières locales.

36. En 2014, quasiment tous les pays insulaires en développement du Pacifique ont atteint leur niveau de croissance le plus élevé en trois ans. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, cette croissance a principalement résulté de la production de ressources minérales, qui représente près de 60 % de la production de ces pays. L'économie des Îles Salomon a connu un repli en 2014 après le passage d'un cyclone dévastateur, ce qui montre combien la sous-région est vulnérable face aux catastrophes naturelles fréquentes qui en perturbent la croissance économique et la stabilité macroéconomique, du fait de son faible peuplement, de la superficie limitée des îles et du peu de mesures de politique macroéconomique pouvant être appliquées aux pays insulaires. En termes de perspective, la croissance économique devrait continuer de s'améliorer, grâce au dynamisme des exportations minières de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à la poursuite des activités de reconstruction après les cyclones dans certains pays et à la progression attendue du tourisme et des envois de fonds par les travailleurs émigrés.

37. La croissance de la production plus rapide doit s'accélérer pour créer davantage d'emplois dans les pays insulaires en développement du Pacifique où une grande partie de la population reste sans emploi ou effectue toujours des activités de subsistance. Les capacités humaines et institutionnelles et les réseaux d'infrastructure limités sont à l'origine de la faiblesse de la croissance économique et de sa répartition inégale dans la sous-région. Un secteur des entreprises plus dynamique permettrait d'élargir le tissu économique, de réduire le chômage des jeunes et d'augmenter les recettes publiques, qui pourraient être utilisées pour combler les lacunes considérables constatées dans la prestation des services en zone rurale et dans les îles périphériques.

38. La croissance économique a augmenté légèrement en Asie du Sud et du Sud-Ouest en 2014, tout en restant bien en deçà des résultats impressionnants enregistrés avant la crise mondiale de 2008. Cette légère progression est due principalement à la solide performance macroéconomique de l'Inde, qui représente un peu plus de la moitié de la production de la sous-région. La croissance s'est également raffermie au Bhoutan, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka, et est restée stable à des niveaux relativement élevés au Bangladesh et aux Maldives. Les perspectives pour 2015 et 2016 sont optimistes. La poursuite des réformes nationales devrait stimuler le

potentiel de croissance élevé de la région, qui bénéficie d'une population jeune et d'une abondance de travailleurs agricoles qui peuvent se tourner vers des activités manufacturières à plus forte valeur ajoutée.

39. Trois distorsions macroéconomiques interconnectées, à savoir d'importants déficits budgétaires, des balances courantes largement déficitaires et une forte inflation, ont freiné la croissance économique en Asie du Sud et du Sud-Ouest. Des réformes fiscales pourraient aider à réduire les emprunts publics, qui ont soumis les économies à des pressions inflationnistes et contribué à générer des écarts considérables entre l'épargne et l'investissement. De graves pénuries d'électricité sont également un obstacle majeur à la croissance. Il est nécessaire d'appliquer une action stratégique diversifiée pour affronter la crise énergétique, y compris par l'élargissement du volant budgétaire, la mise en place d'un cadre approprié pour les partenariats public-privé et l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques.

40. En Asie du Sud-Est, le rythme de la croissance économique s'est ralenti en 2014 en raison du resserrement monétaire et de la faiblesse des exportations des produits de base en Indonésie, de l'instabilité politique en Thaïlande et du ralentissement dans le secteur de l'immobilier à Singapour. La croissance a également fléchi dans les pays de la sous-région à revenu plus faible, comme le Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao, où elle était élevée. Les perspectives devraient s'améliorer sur le court terme, principalement grâce à la reprise économique en Thaïlande et à une croissance plus rapide en Indonésie et aux Philippines.

41. On a observé que la consommation privée contribuait de plus en plus à la croissance économique de l'Asie du Sud-Est. Si cette évolution aide à renforcer la résilience de la sous-région face aux chocs de la demande extérieure, ces dépenses de consommation sont financées principalement par l'entrée de capitaux. Sur le moyen terme, deux des principaux obstacles à la croissance sont la pénurie d'infrastructures publiques et de main-d'œuvre qualifiée. En ce qui concerne les infrastructures, la sous-région doit mobiliser une partie de l'épargne disponible pour inverser la tendance à la baisse des dépenses publiques dans le secteur infrastructurel. Quant aux compétences des travailleurs, il conviendrait d'encourager activement la scolarisation au niveau secondaire et d'adapter l'éducation et la formation professionnelle aux besoins du marché du travail.

IV. Inclusivité et croissance

42. Il est essentiel de comprendre la dynamique de la croissance économique et les perspectives de la région Asie-Pacifique tout en recensant les résultats positifs obtenus en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Toutefois, le développement et le bien-être humain général constituent un concept pluridimensionnel qui va bien au-delà d'une augmentation des niveaux de revenu et d'une réduction des niveaux de pauvreté. Comme le souligne le premier *Rapport sur le développement humain* : « le but du développement est d'élargir la gamme des opportunités qui s'offrent aux individus. Par exemple pouvoir disposer d'un meilleur revenu [...] mais aussi, pouvoir jouir d'une longue vie, de la liberté

politique, accéder au savoir, être assuré de la sécurité physique, participer effectivement à la vie de la communauté, exercer ses droits humains »³.

43. L'inclusivité est donc également un concept pluridimensionnel. Toutefois, si l'expression « croissance inclusive » a été largement utilisée par les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties intéressées ces dernières années, il n'y a toujours pas de consensus sur une définition claire du concept. En gardant à l'esprit le grand objectif social du bien-être humain, la définition de l'inclusivité devrait prendre en compte ses dimensions économique, sociale et environnementale, conformément aux décisions prises par les représentants des États membres dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012. Dans ce document intitulé « L'avenir que nous voulons », ils ont clairement affirmé leur engagement à assurer la promotion d'un avenir économiquement, socialement et environnementalement durable pour la planète.

44. Par conséquent, le terme inclusivité est compris et défini dans le présent document comme englobant : a) l'amélioration du niveau de vie moyen de la population (représenté ici par le revenu réel moyen par habitant); b) la réduction des inégalités de revenus; c) la baisse de l'extrême pauvreté; et d) une plus grande et plus large égalité des chances, notamment l'accès aux biens publics, tels que les services de santé et d'éducation. La réalisation de ces objectifs devrait permettre d'améliorer le bien-être de la population – l'objectif ultime de toute société – de manière inclusive.

Inclusivité économique

45. La croissance économique devrait avoir une large assise et être inclusive, bénéficiant à tous les segments de la population tout en prenant en compte les besoins des personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité extrêmes. L'élimination de l'extrême pauvreté doit être l'un des principaux objectifs sociaux des gouvernements, sans quoi la croissance inclusive n'est pas possible. Si l'extrême pauvreté a baissé de moitié, voire plus, dans la plupart des pays de la région, son incidence étant passée de 51 % de la population de la région de 1990 à environ 18 % en 2011, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour reste très élevé. En Inde et au Népal, plus de 60 % de la population vivait toujours en deçà de ce seuil en 2010. De plus, on observe des écarts marqués des taux de pauvreté dans les pays, généralement entre les sexes, mais aussi entre zones rurales et zones urbaines.

46. Malgré les bons résultats obtenus dans la lutte contre l'extrême pauvreté, le revenu réel n'a pas toujours augmenté de manière égale dans les pays. Au contraire, les inégalités de revenus ont progressé dans de nombreux pays de la région, en particulier dans les plus grands pays en développement. Depuis les années 90, le coefficient de Gini moyen, pondéré en fonction de la population, est passé de 33,5 à 37,5 pour l'ensemble de la région. Dans certains pays, en particulier dans les grands pays de la région, comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie, il a considérablement augmenté. De même, dans de nombreux pays, notamment les pays les plus peuplés de la région que sont le Bangladesh, la Chine, l'Inde et l'Indonésie, le quintile le

³ Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain 1990 : définir et mesurer le développement humain* (New York, 1990).

plus riche (20 % de la population) a vu sa part du revenu national augmenter, alors que celle du quintile le plus défavorisé a baissé.

47. Globalement, si dans les textes économiques de référence rien n'indique vraiment que la croissance influe sur l'inégalité des revenus, ni que l'inégalité des revenus agit sur la croissance, on estime en général qu'une forte inégalité au départ se traduit ultérieurement par une croissance plus faible. Par ailleurs, une inégalité importante peut contribuer à une instabilité sociale, économique et politique plus forte étant donné que lorsque les revenus sont répartis de manière plus inégale, les classes dirigeantes s'efforcent davantage de protéger leur patrimoine et de renforcer les activités de recherche de rente plutôt que d'élaborer des schémas inclusifs de croissance, portant de ce fait préjudice à la qualité de la gouvernance.

48. Si la progression a été inégale au niveau des pays, c'est que la croissance économique ne s'est pas nécessairement traduite par la création d'un nombre proportionnel d'emplois. En effet, dans de nombreux pays en développement, le manque d'emplois productifs est l'une des principales raisons du taux élevé de pauvreté.

Inclusivité sociale

49. Alors que des inégalités apparaissent dans de nombreux autres aspects du développement, il convient de faire la distinction entre « inégalité des revenus » et « inégalité des chances », celle-ci désignant les inégalités découlant de circonstances qui échappent au contrôle des personnes. Ainsi, si des produits comme les « rémunérations » ou les « revenus » peuvent être déterminés par des facteurs dépendant d'une personne (comme l'intensité de l'effort déployé au travail), ils peuvent également être influencés par des facteurs qui échappent à son contrôle et sont souvent tributaires de sa situation familiale. L'offre de services d'éducation et de services de santé sont deux facteurs essentiels qui permettent de déterminer si la croissance a été inclusive.

50. Globalement, la région a enregistré des progrès considérables dans l'accès à l'enseignement primaire, mais il n'en va pas de même pour l'enseignement secondaire et surtout pour l'enseignement supérieur. Dans de nombreux pays, moins de la moitié des enfants en âge de fréquenter l'école secondaire sont scolarisés. De plus, le taux de scolarisation des filles dans le secondaire est souvent inférieur à celui des garçons, en particulier en zone rurale, mais cet écart se réduit dans les quintiles à revenu plus élevé. En effet, les groupes à revenu plus élevé bénéficient généralement d'une scolarisation plus longue. Dans la plupart des pays, on relève aussi d'importantes différences au niveau de la qualité de l'enseignement dispensé, les élèves des groupes à faible revenu fréquentant généralement des établissements publics surpeuplés et mal entretenus, alors que les enfants des plus nantis peuvent fréquenter des écoles privées bien financées, ce qui finit par aggraver les inégalités intergénérationnelles.

51. L'accès aux services de santé constitue un autre élément essentiel pour déterminer si la croissance a été inclusive. Des travailleurs en meilleure santé sont plus motivés et ont un meilleur rendement, ce qui contribue à la croissance. De même, des écoliers en meilleure santé abandonnent moins l'école, ce qui renforcera l'effet positif de l'éducation sur la croissance et l'équité, en particulier en réduisant les inégalités intergénérationnelles. L'accès aux services de santé dépend de plusieurs facteurs : l'accessibilité, qui procède avant tout de l'emplacement

géographique, le prix, selon lequel la population pourra ou non payer les services disponibles; et l'acceptation, c'est-à-dire la volonté de la population d'utiliser ces services lorsqu'ils sont disponibles et financièrement abordables.

52. Si la plupart des pays de la région Asie-Pacifique se sont efforcés d'élargir l'accès aux services de santé publique, il subsiste toujours des différences sur le terrain. Ainsi, dans un grand nombre de pays de la région, les services sont concentrés dans les zones urbaines. D'autre part, de nombreux centres de santé publique ne sont pas dotés de professionnels de la santé qualifiés et expérimentés, de sorte que les services sont souvent de piètre qualité. En outre, dans plusieurs pays, la majeure partie des dépenses de santé reste à la charge des ménages, ce qui peut rendre ces services difficilement abordables pour beaucoup de ménages, en particulier ceux des quintiles à faibles revenus. À l'inverse, des pays comme Kiribati et la Thaïlande sont parvenus à proposer des services de santé quasi universels sous forme de services publics ou dans le cadre d'un régime public d'assurance maladie universelle. Enfin, il peut arriver que des personnes refusent de recourir aux services de santé même s'ils sont disponibles et économiquement abordables, soit parce qu'elles considèrent qu'ils ne sont pas de bonne qualité, soit parce que les services sont considérés comme socialement ou culturellement inappropriés, ce qui est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de services de santé sexuelle et procréative.

Développement inclusif et environnement

53. Chacun s'accorde à dire que la croissance économique tend à avoir des incidences négatives sur la qualité de l'environnement. Si la dégradation de l'environnement a des effets nocifs pour tout un chacun, les pauvres sont particulièrement touchés car ils sont moins résistants à ses incidences négatives. Dans le même temps, les inégalités et la pauvreté contribuent également à cette dégradation, du fait que les pays moins développés, et les pauvres en général, accordent moins d'attention aux questions complexes d'environnement et à la façon dont l'environnement affecte leur avenir économique. La dégradation environnementale peut dès lors résulter des inégalités économiques. Par conséquent, en progressant sur l'échelle du développement, il faudra s'efforcer de protéger l'environnement et d'améliorer l'accès des personnes aux infrastructures de base comme l'électricité, l'eau potable et l'assainissement.

54. La région a considérablement amélioré l'accès à des sources d'eau de meilleure qualité depuis 1990, le pourcentage des personnes privées d'un tel accès ayant baissé d'environ 27 % à près de 8 % aujourd'hui. Cependant, il existe encore d'importantes disparités entre zones rurales et urbaines. Dans le même temps, l'accès à des installations sanitaires améliorées a progressé plus lentement, à peine environ 59 % de la population de la région Asie-Pacifique qui en bénéficiait en 2011, contre environ 36 % en 1990. L'Asie du Sud et du Sud-Ouest est la sous-région où le niveau d'accès à des installations sanitaires améliorées est le plus faible, 798 millions de personnes en étant privées. Cette situation peut être liée à une urbanisation croissante, le nombre de personnes vivant dans les îlots insalubres en milieu urbain ayant nettement augmenté.

55. Du fait de l'expansion économique de la région, les émissions de gaz à effet de serre y ont considérablement augmenté, principalement en raison de la combustion de combustibles fossiles utilisés pour la production d'électricité, dans les transports

et dans l'industrie. Si les émissions de dioxyde de carbone ont baissé en intensité, elles restent assez élevées et étaient, en 2010, environ 50 % supérieures à la moyenne mondiale. Pour satisfaire la demande croissante d'énergie, la production d'électricité a fortement augmenté depuis 1990. Cependant, contrairement aux populations urbaines, les populations rurales de nombreux pays n'ont toujours pas accès aux services énergétiques de base : au moins 620 millions de personnes n'ont pas l'électricité et près de 1,9 milliard ont recours à la biomasse pour cuisiner. Si les sources d'énergie renouvelables prennent de plus en plus d'importance, les combustibles fossiles restent les plus utilisés pour la production d'énergie.

Indice d'inclusivité de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

56. Il est difficile de déterminer si la croissance a été inclusive dans la région en raison du caractère pluridimensionnel de l'inclusivité et des tendances contradictoires des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux. Par exemple, si un pays a réalisé des progrès considérables en matière de développement social, il est possible que les progrès dans les domaines de la réduction de la pauvreté ou des inégalités de revenus soient moins nets. Même dans chacune des catégories des trois dimensions du développement, il peut être difficile de voir clairement si la croissance a été inclusive.

57. Afin de résoudre ce problème de façon méthodologique et de prendre en compte la définition du développement durable convenue par les représentants des États Membres dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, la CESAP a élaboré un indice composite d'inclusivité, subdivisé en trois sous-indices qui permettent de mesurer la croissance inclusive des points de vue économique, social et environnemental. Chaque sous-indice se fonde sur cinq indicateurs pertinents et entre dans les calculs des indices pour les périodes 1990-1999 et 2000-2012.

58. Le tableau ci-après présente l'indice et le classement afférents à l'inclusivité générale de 16 pays de la région pour lesquels les données étaient disponibles. La croissance économique a été la plus inclusive en Fédération de Russie, au Kazakhstan et en Thaïlande, et la moins inclusive au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan. Si la croissance économique a été davantage inclusive ces dernières années dans la région Asie-Pacifique, certains pays ont progressé plus que d'autres. Ainsi, l'augmentation rapide de l'indice de la Chine, de la République islamique d'Iran et de Sri Lanka a contribué à faire baisser le classement du Tadjikistan. La croissance plus inclusive en Chine et en République islamique d'Iran a également entraîné une baisse du classement des Philippines.

Tableau
**Indices et classement des pays selon l'inclusivité de la croissance
 (1990-1999 et 2000-2012)**

Pays	Inclusivité			
	Indices		Classement	
	1990-1999	2000-2012	1990-1999	2000-2012
Bangladesh	0,54	0,60	12	12
Cambodge	0,51	0,56	14	15
Chine	0,65	0,73	10	7
Fédération de Russie	0,77	0,80	2	2
Inde	0,53	0,60	13	14
Indonésie	0,58	0,68	11	11
Iran (République islamique d')	0,66	0,73	8	6
Kazakhstan	0,80	0,82	1	1
Malaisie	0,72	0,78	4	4
Népal	0,48	0,60	15	13
Pakistan	0,46	0,55	16	16
Philippines	0,66	0,70	7	10
Sri Lanka	0,71	0,77	6	5
Tadjikistan	0,72	0,73	5	8
Thaïlande	0,73	0,79	3	3
Turquie	0,65	0,72	9	9

Source : Calculs de la CESAP.

Note : Les indicateurs de l'indice ont été normalisés de manière linéaire et échelonnés à partir de zéro, une note plus élevée représentant une amélioration dans l'indicateur/indice.

59. De plus, si la croissance économique est inclusive à l'échelle du pays tout entier, d'importants écarts existent au niveau national entre les sexes, entre zones rurales et urbaines et entre les régions. Il est particulièrement préoccupant de constater que les inégalités de revenus sont considérables et s'amplifient dans de nombreux pays. Alors que les plus nantis peuvent bénéficier d'une meilleure éducation et de meilleurs services de santé, et donc multiplier leurs perspectives d'emploi, les inégalités entre générations risquent de se perpétuer si les inégalités de revenus persistent.

60. On peut expliquer le creusement des inégalités de revenus de plusieurs manières, et notamment par les réformes axées sur l'économie de marché menées par des pays à mesure qu'ils s'intégraient dans l'économie mondiale, et qui ont eu des répercussions sur la répartition des revenus au niveau national. Par ailleurs, dans nombre de pays, la croissance des salaires réels a pris du retard par rapport à l'augmentation de la productivité, ce qui a contribué à faire baisser la part du revenu du travail dans la production et à creuser les inégalités de revenus du fait d'une répartition du capital plus inégale.

61. Le secteur privé joue certes un rôle crucial, mais pour rendre la croissance économique plus inclusive, il y a lieu de renforcer le rôle de l'État en matière de développement. Le gouvernement a pour principal rôle de garantir l'égalité des chances. Pour ce faire, il faut notamment améliorer l'accès à l'éducation et aux services de santé et renforcer les filets de protection sociale. Les gouvernements devraient également créer un environnement qui confère au secteur privé le rôle de moteur de croissance principal, grâce à de solides cadres juridiques et réglementaires, à un renforcement de la coordination et de la responsabilisation des institutions, et à des politiques prudentes qui assurent une stabilité macroéconomique et financière.

62. Dans de nombreux pays, il faut accorder une plus grande attention au développement des petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur rural. Ainsi, même si l'agriculture reste une source essentielle de revenus pour une proportion élevée de la population, l'industrie et le secteur des services ont été les principaux moteurs de la croissance économique dans la plupart des pays en développement de la région, entraînant une baisse nette de la contribution de l'agriculture au PIB de la région. Il convient donc de ne pas négliger l'agriculture dans les stratégies visant à réduire la pauvreté et les inégalités, et qui peuvent notamment porter sur la diversification en faveur de cultures à forte valeur ajoutée, la concentration sur la qualité et les normes ainsi que l'investissement dans la recherche, le développement et le capital humain aux fins d'accroître le rendement agricole.

63. Les politiques devraient également viser le développement du secteur rural non agricole en favorisant l'industrialisation et notamment la création de petites industries. Cela renforcerait les liens entre secteurs agricole et non agricole et favoriserait l'établissement de liens en amont et en aval, de liens entre production et consommation dans le domaine agricole et entre l'agriculture et les secteurs non agricoles. L'augmentation de la productivité agricole et les liens avec le secteur de la consommation du fait de la progression des revenus ruraux permettraient de stimuler davantage l'économie rurale. Par exemple, les revenus de l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh ont eu des retombées importantes sur la demande de biens et de services non exportables, ce qui a eu un effet positif sur l'évolution de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales et sur le développement et la diversification des petites et moyennes entreprises grâce aux liens industriels ainsi établis en amont et en aval. Pour réduire le risque de se retrouver piégés dans une phase de développement de bas salaires, de faible productivité mais à forte intensité de main-d'œuvre, il est essentiel que les pays renforcent le lien entre salaires et productivité au moyen de politiques appropriées portant sur les salaires et le marché du travail.

64. Pour stimuler le développement et l'industrialisation des zones rurales, il y a lieu également de disposer d'un système financier et inclusif qui permette aux pauvres d'accéder aux produits et services financiers, notamment lorsqu'une part importante de la population, en particulier les pauvres et les ruraux, en sont privés. La politique monétaire peut favoriser une croissance plus inclusive, car elle peut influencer sur le prix et le volume du crédit, et appuyer la mise en place d'un cadre propice au développement d'un secteur bancaire dynamique ouvert aux populations actuellement marginalisées.

65. Les décideurs peuvent également rendre la croissance plus inclusive en agissant sur les dépenses publiques de manière à renforcer l'égalité des chances. En effet, l'analyse économétrique montre que lorsque les gouvernements augmentent les

dépenses publiques consacrées notamment à la santé, à l'éducation et aux filets de protection sociale, l'inclusivité sociale, dont rend compte l'indice, augmente. Il faut également tendre à rendre les dépenses actuelles plus efficaces, plus efficaces et davantage orientées vers le développement. Dans certains pays, comme Sri Lanka, les inégalités croissantes résultent surtout des disparités croissantes entre les ménages, s'agissant de l'accès à l'éducation et aux infrastructures. Il peut de même être judicieux de centrer les politiques sur le développement économique régional – en prêtant une attention particulière à l'aide aux groupes les plus nécessiteux et les plus vulnérables – afin de gommer les disparités entre régions.

66. Les gouvernements doivent améliorer la qualité de la main-d'œuvre afin de renforcer ses capacités à être employée et à produire et de réduire l'inégalité des chances. Pour cela, il faut par exemple investir davantage dans l'éducation ou rendre les systèmes de santé plus accessibles et financièrement plus abordables. En effet, les dépenses publiques consacrées à la santé et à l'éducation sont deux fois plus efficaces en termes d'inclusivité sociale que l'ensemble des dépenses publiques. Toutefois, aucun pays en développement de la région Asie-Pacifique ne consacre actuellement un minimum de 5 % de son PIB aux dépenses publiques de santé, comme le préconise le Réseau des solutions pour le développement durable. Dans de nombreux pays, cette proportion n'atteint même pas 1,5 %, y compris dans certains des principaux pays de la région comme le Bangladesh, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan.

67. Si les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale sont relativement faibles dans de nombreux pays de la région Asie-Pacifique, c'est que les dépenses actuelles ne sont pas suffisamment axées sur le développement, de nombreux pays donnant la priorité à la défense qui reçoit dans plusieurs pays des montants supérieurs à ceux qui sont affectés à la santé et à l'éducation réunies. De même, des ressources importantes sont affectées au subventions, en particulier pour l'énergie. Si brider l'augmentation des dépenses qui ne visent pas le développement et supprimer ou réduire les subventions peu judicieuses est difficile sur le plan politique, la baisse des cours du pétrole a permis à plusieurs pays de réduire les subventions régressives et d'accroître les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. Ces mesures contribuent à l'assainissement des finances publiques et libèrent davantage de ressources financières au profit de la croissance inclusive. La réduction des dépenses autres que celles qui sont consacrées au développement permettrait de libérer plus de ressources importantes pour renforcer les dépenses sociales et combler les importantes lacunes au niveau des infrastructures, qui entravent le développement de la région, en particulier du secteur rural.

68. Par ailleurs, l'efficacité des dépenses publiques est limitée par la faiblesse des recettes fiscales dans nombre de pays de la région. En se servant de l'indice CESAP de l'inclusivité, et de ses sous-indices, il est possible de montrer que l'augmentation des recettes (en tant que pourcentage de la production) n'avait pas eu une incidence significative sur l'inclusivité économique dans la région, ce qui porte à croire que les politiques fiscales n'ont pas réussi à assurer la redistribution des revenus. Cependant, des recettes plus élevées ont permis d'améliorer l'inclusivité sociale, ce qui montre leur importance pour le financement des dépenses axées sur le développement visant à améliorer l'égalité des chances dans la région.